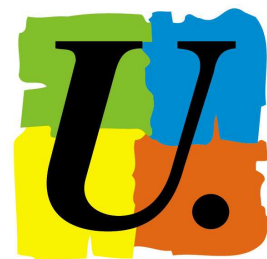




SNES ESSONNE INFOS - OCTOBRE 2011



« Une rentrée techniquement réussie » ! (Luc Chatel)

La réalité est hélas bien différente dans le département de l'Essonne. Grâce à son réseau de sections SNES implantées dans la quasi-totalité des établissements du département, le SNES-FSU 91 est en mesure de faire entendre un autre son de cloche !

Notre département subit de plein fouet la politique de rigueur imposée au monde éducatif. **La politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite s'est traduite dans l'Essonne par la suppression de 95 postes, alors que le nombre d'élèves scolarisés dans le second degré augmente.** Et, au niveau académique, les postes de TZR ont été également réduits drastiquement. Sans surprise, les conséquences ont été perceptibles dès la rentrée.

Bourrage de classes

Dans les collèges, **les effectifs dans les classes atteignent des niveaux impressionnants.** Dans bon nombre de collèges, les classes à plus de 27 élèves deviennent la norme, comme au collège Parc de Villeroy à Mennecy où toutes les classes comptaient entre 27 et 29 élèves au début du mois de septembre. Le même constat a été fait au collège Pablo Neruda de Brétigny ou encore au collège de Paul Fort de Monthléry. Et la liste est longue...

Dans les lycées, ce sont les classes à 34-35 élèves qui sont désormais la norme. Au lycée Rosa Parks (Montgeron), au lycée Jean-Baptiste Corot (Savigny sur Orge) comme au lycée François Truffaut (Bondoufle) toutes les classes de secondes comptent, au minimum,

34 élèves. En terminale, les classes à 35 élèves sont tout aussi nombreuses, par exemple pour les terminales ES du lycée Marguerite Yourcenar de Morangis.

En collège, comme en lycée, ce sont donc les conditions de travail des élèves et des enseignants qui se dégradent, rendant le suivi des élèves très difficile. **Des groupes de langues ou d'accompagnement personnalisé avec 30 élèves sont monnaie courante.** Pas étonnant dans ces conditions que les journées puissent sembler longues !

Bricolage

Devant la pénurie de moyens, l'Inspection d'académie a dû pousser le plus loin possible la logique de « rationalisation » des moyens, ce qui n'a pas manqué de provoquer des situations surréalistes. Ainsi, au lycée Parc des Loges à Evry, l'IA a imposé la suppression d'une classe de terminale ES, faisant fi de l'opposition des parents et des enseignants qui mettaient en avant l'impossibilité d'accueillir les doublants et les classes surchargées que cela allait occasionner. Trois semaines après la rentrée, devant le nombre d'élèves de terminale ES sans affectation, l'IA a décidé d'ouvrir une classe de terminale ES... au lycée Parc des Loges ! **Certains élèves n'ont donc commencé leur année scolaire qu'à la fin du mois de septembre ! Et pourtant, en février dernier, cette classe existait bel et bien au lycée Parc des Loges...**

Recherche remplaçants désespérément

Les suppressions de postes font également peser une réelle tension sur les remplacements. **A la rentrée, un grand**

nombre de BMP n'étaient pas pourvus, démentant ainsi les belles annonces ministérielles selon lesquelles le jour de la rentrée il y aurait « un professeur devant chaque élève ». Ce fut le cas au lycée Talma (Brunoy) ou au lycée Marie Laurencin (Mennecy). La raison ? Avant même la rentrée, le vivier de TZR était épuisé dans certaines disciplines (allemand, éco-gestion, maths, lettres classiques). Les TZR étant, pour beaucoup d'entre eux, affectés à l'année, il sera impossible de trouver des titulaires pour assurer les remplacements en cours d'année. Combien d'heures de cours perdues par les élèves en fin d'année ?

Cette pénurie de TZR se traduit aussi par la tentative – parfois couronnée de succès ! - d'imposer plusieurs heures supplémentaires aux enseignants.

Emplois du temps perdu

L'accompagnement personnalisé, loin de répondre aux belles annonces de Luc Chatel, et la multiplication des enseignements en barrettes occasionnent d'importantes tensions sur les emplois du temps : **au lycée Pagnol d'Athis-Mons, élèves et professeurs n'ont toujours pas, fin septembre, leur emploi du temps définitif !** Les emplois du temps sont de plus en plus difficiles à concevoir, et il n'est pas rare de voir des personnels contraints de travailler toutes les demi-journées de la semaine, y compris pour des services à temps partiel ! Il leur est parfois répondu que la durée du travail hebdomadaire est de 35 heures... ce qui dénote un mépris scandaleux pour le statut des enseignants et une ignorance de leur charge de travail.

Sans manuel tu te débrouilleras

En collège, les dotations de l'Etat se révèlent insuffisantes pour faire face au renouvellement rendu nécessaire par la généralisation de nouveaux programmes dans la plupart des matières. Les équipes pédagogiques sont sommées de faire des choix cornéliens entre les matières ; dans bon nombre d'établissements, les élèves travaillent sur des photocopies ou sur des manuels obsolètes. C'est le cas notamment au collège Pierre Mendès France (Marcoussis) au collège J.Ferry (Sainte Geneviève des Bois) et au collège A. Maurois (Epinais-sur-Orge).

Stagiaires sacrifiés

L'entrée dans le métier continue à se dégrader, avec des services complets pour les stagiaires, la « formation » se limitant à quelques heures en dehors du temps de travail. Le SNES-FSU exige une autre réforme de la formation pour permettre une entrée plus sereine dans le métier.

Loin d'être « techniquement réussie », la rentrée est donc également humainement ratée au regard des conditions dans lesquelles élèves et enseignants ont commencé cette nouvelle année scolaire.

Loin de se résigner, les enseignants du département ont exprimé clairement leur refus de cette politique et leur attachement à un service public de l'éducation ambitieux et au service de tous les élèves.

La grève du mardi 27 septembre a été très suivie par les enseignants : 75% de grévistes au lycée Pagnol d'Athis-Mons, 60% de grévistes au lycée Laurencin de Mennecy, 50% au collège de Ballancourt, 58% au collège Lurçat de Ris-Orangis. Parents, enseignants, élèves ont pris conscience de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la politique éducative du gouvernement.

L'action ne s'arrête pas au 27 septembre.

Nous aurons l'occasion, en CTD (comité technique départemental), de dénoncer cette politique de casse de l'Education nationale. **À l'occasion des élections professionnelles en votant pour la liste FSU pour le CTA et le CTM et en votant pour les listes SNES aux CAPA et CAPN, vous nous permettrez de continuer à relayer vos revendications et à combattre cette politique régressive.**

Le SNES, avec les autres syndicats de la FSU, s'engage à poursuivre l'action avec les personnels, les jeunes, les parents et les élus. Le service public et laïque d'éducation doit et peut faire réussir tous les jeunes. Il en va de l'avenir de la jeunesse et du pays.

La section départementale du SNES-FSU 91 : Jean-Baptiste HUTASSE, Nicolas MORVAN (secrétaires départementaux) Jean-Philippe CARABIN (trésorier), Frank BOULLE, Marie CHARDONNET, Jean-François CLAUDON, Claire CREPEAU, David EMAIN, Nicole ESTEVE, Michel GALIN, Anne-Marie ROUSSEL, Valérie RUIZ, Isabel SANCHEZ, Sophie VENETITAY

Nous contacter : snes91@versailles.snes.edu